

Même s'ils sont policiers français, les Maghrébins sont marqués au rouge

Les habilitations «secrets-défense» ont été retirées, sans aucune explication officielle, à de nombreux policiers (d'origine maghrébine) des renseignements généraux de la préfecture de police de Paris. C'est ce que révélait hier le site du *Nouvel Observateur* qui évoque de nombreuses sources. Les flics maghrébins à qui ont été retirées les habilitations ont le malheur de «visiter trop souvent leurs parents restés au bled». De nombreux enquêteurs des renseignements généraux de la préfecture de Paris ont réagi à «ces pratiques d'un autre temps et qui les marquent au fer rouge de la suspicion». Le *Nouvel Obs* note encore que, selon ces enquêteurs qui s'insurgent contre ces retraits, «l'affaire est d'autant plus grave que la plupart de ces agents français basanés ont été recrutés ces dernières années pour que la police française soit adaptée aux couleurs de la France».



Neuf milliards de dinars pour la Médina

L'emprunt obligataire que compte lancer la société Arcofina, de l'homme d'affaires algérien Abdelouahab Rahim, serait de près de 9 milliards de dinars.

L'opération, qui sera pilotée par la Bourse d'Alger, est destinée au financement de la Cité des affaires, en l'occurrence la Médina d'Alger.



Les exigences de Djaballah

Abdallah Djaballah aurait exigé la mise à l'écart de ses détracteurs au sein d'El-Islah, pour prendre part à la présidentielle de 2009. Cette exigence de Djaballah ferait suite à une démarche effectuée par des cercles auprès de l'intéressé, lui «demandant» de prendre part à la présidentielle de 2009.

Le jeu éliminatoire de la Radio

Des instructions venant d'«en haut», pour le moins surprenantes, auraient été données aux responsables des chaînes de radio pour «alléger» leur feuille de route de certaines activités ministérielles. C'est ainsi que des sorties des membres du gouvernement ne sont pas couvertes sur le terrain par des journalistes de la radio, sommés de se conformer aux nouvelles règles de travail.



HAUSSE DES SALAIRES DES MAGISTRATS JUSQU'A 200 000 DINARS PAR MOIS

